

JEAN JAURÈS

... Et nous disons aujourd'hui que la paix est le plus grand des combats.

(Discours prononcé par Jaurès sur la tombe de Préssensé).

Deux années, deux longues années qu'il n'est plus parmi nous, et l'on peut dire que plus les heures s'écoulent, ajoutent d'effroyables jours à des jours effroyables, et plus il manque à la démocratie française.

Ce génie prodigieux, d'une clairvoyance rare, cette intelligence puissante, qui s'égalait aux puissances naturelles, ce verbe qui semblait avoir le pouvoir de dompter même les éléments déchaînés, tout ce qui faisait la formidable force de Jaurès n'est plus, et rien, même de très loin, ne l'a remplacé.

C'est dans le prolétariat socialiste une impression assez commune : on croit on sent, plutôt, confusément, que s'il était encore des nôtres, si la balle d'un fou armé par des mains criminelles n'avait pas à jamais tari cette source de justice, l'abominable chose serait terminée.

Il semble qu'il n'aurait pas pu à ce point, que son génie aurait trouvé quelque chose, on ne sait quoi, un mot, une formule, des accents tels que l'humanité n'aurait pu supporter un jour de plus sa honte et son infamie.

S'il était là ! S'il était là, sait-on ce qu'il aurait dit, ce qu'il aurait crié, ce qu'il aurait fait ?

Non, il n'est pas possible que ceux qui croient le continuer aient fait ce qu'il fallait. Ils ont donné le maximum d'eux-mêmes et ce n'était pas assez. Pour combler le vide immense créé dans le monde par les balles imbeciles de Villain, il fallait quelque chose d'autre que ces pâles accents et ces timidités répétées.

Ceci n'est pas une critique. Qui aurait le courage de critiquer aujourd'hui son voisin ? Ce n'est un blâme pour personne ; tout le monde a sa part de responsabilité et de culpabilité. Nous déplorons seulement que Jaurès ne soit plus parmi nous, parce que nous savons que, lorsqu'il était là, pas un crime ne restait impuni.

En ce jour de douleur anniversaire, nous avons voulu seulement, d'une plume malhabile, dire l'unité de la vie de ce homme qui dépassa tellement l'humanité. Nous nous sommes efforcés, parlant de Jaurès, de publier sur tout de Jaurès, parce que dans ces lignes d'autrefois, on trouve encore les meilleurs enseignements, et les formules les plus sages et les plus claires pour guider les peuples martyrisés.

Nous lecteurs retrouveront, dans ces pages du tribune, si tragiiquement enlaidi à l'heure où, seul, il pouvait encore servir l'humanité, le flambeau sacré qui manque à notre démocratie pacifique.

Les fautes d'autrefois, dénoncées par Jaurès, ont été trop durement dénoncées, par les faits. Mais l'évidence ne suffit pas toujours, et il serait indigne de laisser des adversaires sans loyauté continuer à accabler le mort de leurs outrages et de leurs calomnies. Si l'on avait écouté Jaurès, si l'on avait voulu suivre ses vives prophéties sur la guerre qu'il savait possible, les Allemands n'auraient jamais occupé plusieurs de nos départements et, sans doute, le cauchemar aurait pris fin plus tôt.

Qu'on nous pardonne de ne trouver ici que des mots attristés : notre âme est en deuil, et peut-être sentions-nous moins tout ce que nous avions perdu, lorsque, le soir tragique, dans le petit café du Croissant bouleversé par l'immense drame, nous pensions qu'il fallait songer d'abord à la France.

La France est maintenant sauvée. Mais qui sauvera l'humanité ?

L'Hommage du Gouvernement de la République

Un abominable attentat vient d'être commis : M. Jaurès, le grand orateur qui illustrait la tribune française, a été lâchement assassiné.

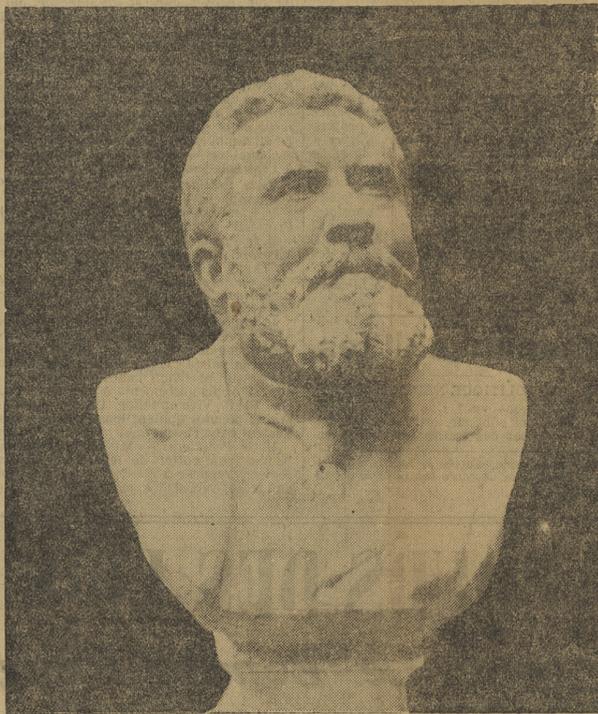
Je me découvre personnellement et au nom de mes collègues, devant la tombe si tôt ouverte du républicain socialiste qui a lutté pour de si nobles causes et qui, en ces jours difficiles, a, dans l'intérêt de la paix, soutenu l'action patriotique du gouvernement.

Dans les graves circonstances que la patrie traverse, le Gouvernement compte sur le patriotisme de la classe ouvrière, de toute la population, pour observer le calme et ne pas ajouter aux émotions publiques par une agitation qui jetterait la capitale dans le désordre.

L'assassin est arrêté ; il sera châtié. Que tous aient confiance dans la loi et que nous dominions en ces graves périls l'exemple du sang-froid et de l'union.

Pour le Conseil des Ministres :

Le Président du Conseil, VIVIANI.



certaines circonstances, la collaboration ministérielle d'un socialiste, et n'avait-il pas, à Amsterdam, protesté contre ceux qui n'admettaient cette collaboration que dans le péril extérieur ?

L'Histoire établira peut-être la responsabilité de ceux qui, dans un congrès, voulurent condamner à jamais la politique jauréssiste qui permit aux ministères Waldeck et Combes le meilleur de leur œuvre. Écoutez Jaurès définir comment il concevait cette politique du bloc qui ne fut jamais une abdication socialiste :

« Constitutions tout ensemble une majorité de progrès et un gouvernement de réformes. Les problèmes abondent la législation complète de l'enseignement, une loi sur les associations qui prépare la séparation de l'Église et de l'État, la réforme fiscale par l'impôt général et progressif sur le revenu, l'égalité devant la loi militaire et la loi de trois ans, la loi sur les accidents et l'institution des retraites pour les vieux travailleurs. Et si vous ne voulez pas tous aller d'emblée jusqu'au bout de ces réformes, du moins dirigez-vous nettement vers elles par des étapes marquées et dont nous continuerons ensemble. La croissance subite du parti radical vous montre que le pays n'a pas peur des hardesses démocratiques ; il y a ici cent quatre-vingt radicaux qui sont prêts à soutenir le gouvernement de demain, limités mais précis ; nous ne le taquinerons pas, nous ne le harcelerons pas de pièges, nous ne le harcelerons pas de motions incidentes et incohérentes, nous ne lui demanderons pas de dépasser les termes du contrat intervenu entre la majorité et lui. Nous voulons qu'il dure pour agir. Nous rappellerons seulement à la majorité du pays que les premières réformes auxquelles nous limitons d'abord notre effort, valent surtout parce qu'elles en préparent d'autres, plus étendues et plus profondes. Nous savons que la réforme suscite la réforme, et qu'il y a une forme immanente d'évolution dans les principes de la démocratie. »

Aux yeux des républicains qui ont combattu la politique radicale, à ceux qui sont des opportunistes, nous n'avons que ceci à dire : ils assurent que leur programme est resté le programme intégral du parti républicain ; sécularisation complète de l'État, justice fiscale, intervention de la communauté au profit des faibles, et qu'ils ne diffèrent de nous que par la méthode. Nous leur offrons une collaboration loyale pour la réalisation progressive de ce qui est le programme commun des républicains, à la seule condition qu'ils reconnaissent en effet et se proposent de réaliser l'idéal nécessaire et qu'ils travaillent avec nous à y rallier les esprits restés jusque-là hésitants. »

Jaurès et l'union nationale

Il a fallu que la balle d'un fou vint nous le tuer, pour que cessent les clameurs de ceux qui n'avaient pas, avant la guerre, voulu comprendre le patriotisme de Jaurès.

Aucun penseur français contemporain n'a cependant montré plus clairement le double lien qui nous attache à la France, parce qu'elle est notre patrie et parce qu'elle est aussi la patrie de la justice.

Dès maintenant, c'est une joie pour tous

les militants du socialisme international, c'est une fierté et une force de faire appel, en vue de l'ordre nouveau, à ce que les patriotes ont de plus noble dans leur tradition, dans leur histoire, dans leur génie. Tous les actes de courage et de noblesse qui marquent le niveau où peut se hausser la nature humaine, tous les efforts d'invention, toutes les audaces de l'esprit, tous les progrès de liberté, de démocratie et de lumière, chaque patriote s'efforcera de les faire, et qui ont préparé une civilisation supérieure et qui ont disposé le peuple à participer, nous les appelons à nous, nous les évouons.

Nous disons aux hommes : « Pourquoi ce mouvement s'arrêterait-il ? Pourquoi tous ceux qui sont restés jusque-là dans la dépendance et dans l'ombre ou dans la pénombre ne seraient-ils pas élevés à la liberté et à la clarté ? Mais n'est-ce pas dans un régime de coopération sociale que toutes les initiatives trouveront leurs garanties, que toutes les intelligences et les consciences auront leur plein essor ? Nous prenons à témoin la patrie elle-même dans sa continuité et dans son unité. L'unité sera plus forte, quand, à la lutte des classes dans chaque patrie sera substituée l'harmonie sociale, quand la propriété collective servira de fondement à la conscience commune. La continuité sera plus profonde quand tous les efforts du passé aboutiront à l'universelle libération, quand tous les germes d'égalité et de justice s'épanouiront en une magnifique floraison humaine, quand les œuvres les plus fines et les plus hautes du génie seront enfin, dans la culture individuelle et la culture sociale agrandies, l'orgueil et la joie de toutes les intelligences. Par là, la patrie sera le miroir vivant où toutes les consciences pourront se reconnaître. Des aujourd'hui, parce qu'ils peuvent lutter dans la patrie pour la transformer selon une idée plus haute, ils ne sont pas extérieurs à la patrie. Ils sont en elle parce qu'ils agissent sur elle, parce que l'indépendance des nations comme nations abolies l'effort socialiste international, parce que la démocratie, forme des nations modernes, seconde l'action des salariés parcequ'ils ne peuvent vaincre qu'en s'appropriant, en chaque pays, les plus hautes qualités d'esprit et d'âme, et l'essence même du génie de la nation, parce que l'humanité nouvelle ne sera riche et vivante que si l'originalité de chaque peuple se prolonge dans l'harmonie totale et si toutes les patries vibrent à la lyre humaine. Ainsi les patries, en leur mouvement magnifique de la nature à l'esprit, de la force à la justice, de la compétition à l'amitié, de la guerre à la fédération, ont à la fois toute la puissance de l'idée, et la classe prolétarienne est plus que toute autre classe dans la patrie, puisqu'elle est dans le sens du mouvement ascendant de la patrie. Quand elle le maudit, quand elle croit la maudire, elle la maudit, quand elle croit la maudire, n'ont les injustices qui la divisent, les haines qui l'effolent, les mensonges qui l'exploient, et cette apparente malédiction n'est qu'un appel à la patrie nouvelle qui ne peut se développer que par l'autonomie des nations, l'essor des démocraties et l'application à de nouveaux problèmes de toute la force des réformes nationales. C'est-à-dire par la continuation de l'idée de patrie jusque dans l'humanité. »

« Un misérable haillon »

Il avait réfuté d'ailleurs les théories de ceux qui voient dans l'internationalisme une négation de la patrie.

« Un peu d'internationalisme éloigne de la patrie ; beaucoup d'internationalisme y ramène. »

Voici comment il s'élevait contre certaines tendances de l'hervéisme :

« Il est impossible aux prolétaires de se désintéresser de l'indépendance des nations dans l'état présent du monde. L'unité humaine se réaliserait dans la servitude, si elle résultait de l'absorption de toutes les nations vaincues par une nation dominante ; l'unité humaine ne peut se créer que dans la liberté que par la fédération des nations autonomes. »

« Hervé dit — il l'a répété ces jours-ci — que toutes les patries, au moins celles qui sont arrivées au même niveau d'évolution, se valent... C'est possible ; mais c'est précisément parce qu'elles se valent, qu'elles ne peuvent pas s'asservir les unes... Les anciens disaient : « Plaignez l'esclave, car « il n'a que la moitié de son âme... » Eh bien ! il en est ainsi des nations esclaves, les nations servies : leur âme est mutilée, leur génie est incomplet, et nous avons besoin, pour la grande œuvre de libération humaine, de l'organisation humaine, que tous les cerveaux aient leur force originale, leur génie et leur faculté propre de développement. »

Et l'on comprend comment il fut amené à rechercher quel pouvait être pour le pays le meilleur système défensif.

« A un pays qui ne pourrait pas compter, aux jours de crise ou si sa vie serait en jeu, sur le dévouement national de la classe ouvrière, avait-il dit, ne serait qu'un misérable haillon. »

Jaurès et les menaces d'agression Les réserves

On a parlé déjà du rôle prophétique de Jaurès, on a vu bien des fois comment il avait prévu la forme de l'agression et le moyen d'y parer. On ne peut cependant s'abstenir de citer ici quelques-uns des passages où Jaurès critiquait les conceptions politiques des prétendus clairvoyants.

« Quelle pitié, de les voir diviser la nation en citoyens célibataires et citoyens chefs de famille, avouant aux ennemis qu'ils sont incapables d'élever l'action militaire de la France à cette pure défense nationale où il n'y a plus de différence entre les citoyens, confondus en une seule âme, dans un même devoir, dans une même pensée, dans une même impossibilité de discerner les nuances du sacrifice ! Quelle pitié aussi de les voir, à l'heure où ils gémissent sur la faible natalité de la France, sur la supériorité croissante de la population de l'Allemagne, retirer à la France la seule supériorité militaire qui lui reste, je veux dire la pleine et soudaine utilisation de ses réserves ! La France, plus que l'Allemagne, aurait la possibilité financière, car elle a de plus puissantes provisions d'or, de plus anciennes et plus fortes accumulations de capitaux, une aisance plus générale et un équilibre plus sûr de puissance industrielle et de puissance agricole ; un plus grand effort d'argent lui serait permis. »

« France, plus que l'Allemagne, aurait la possibilité morale d'appeler toutes ses réserves ; car dans l'hypothèse où je me suis placé, elle serait manifestement l'objet d'une agression, et les raisons politiques et sociales qui font que l'Allemagne impérialiste hésite à mobiliser ses réserves pour les premiers chocs, seraient alors portées au maximum. Plus que l'Allemagne, elle en aurait la possibilité stratégique, car c'est sur le territoire même de la France assaillie que se livrerait la bataille, et il est plus facile à un peuple de concentrer toutes ses réserves sur son propre territoire, à condition qu'il ait la clairvoyance de ne pas choisir de choisir des zones de concentration où il puisse, en effet, amener à temps toutes ses forces, qu'il n'est facile à l'envahisseur de porter en pays étranger, et d'un premier plan, toute sa force profonde, surtout là où elle est travaillée par le doute, par la malaise d'une lâche complaisance dans une agression, et à une partie qui s'engagerait de la sorte, j'ose dire que l'Allemagne militariste et absolutiste ne se risquerait pas, ou qu'elle y subirait un de ces désastres qui sont, pour les régimes fondés sur la force seule, le prélude des révolutions. »

Il fallait préparer la victoire

Appuyés dès les premiers jours sur la totalité de ses réserves et sur l'unité des efforts, la France serait si forte que les plus téméraires hésiteraient à la provoquer. Cette politique de suprême défense nationale aboutirait bientôt pour la France, non seulement à la paix, mais à la certitude de la paix, c'est-à-dire au commencement de la plus nette et de la plus bienfaisante révolution qui se soit accomplie depuis quelques années parmi les hommes. C'est pour cela, c'est pour assurer la paix ; en assurant le plein de la défense nationale, que nous nous élevons contre le système absurde qui enlève à la France une si large part, la meilleure peut-être, de sa force défensive. Nous voulons restituer à la patrie un million de soldats et de professionnels de la patrie et de militarisme sont en train de lui dérober obscurément, sournoisement, sans qu'elle s'en doute. Car c'est chose étrange combien peu la nation est avertie de tous ces problèmes, où sa vie est pourtant engagée. Qui sait parmi les citoyens, même les grands traits, en quoi consiste la mobilisation ? Qui se demande, dans le Parlement et dans le pays, comment se posent les problèmes de la concentration et quel est, en gros, l'usage que feraient les états-majors, pour la défense du pays, de toutes ses forces armées ?

Jaurès patriote et internationaliste La force et le droit

« Un peu de patriotisme éloigne de l'internationalisme. Beaucoup de patriotisme y ramène. »

Jaurès veut l'union des patries dans l'humanité.

Sans doute la fédération des peuples n'est pas encore chose possible, mais il appartient à la France de pratiquer, dès maintenant, une politique conforme à sa véritable tradition.

« Un jour viendra, pourtant, où, tout le monde ayant parlé en Europe, il faudra bien que notre pays parle à son tour, qu'il montre à tous le fond de son âme généreuse et sage. Je voudrais que, ce jour-là, notre gouvernement ait dit avec l'assentiment de la nation : « Nous sommes un pays de

démocratie, c'est-à-dire de paix, de travail et de justice. Nous n'avons pas oublié que la force, dans une année terrible pour nous, a triomphé du droit ; mais la plus grande revanche du droit sera qu'il triomphera à son tour sans le concours de la force. Prêts à faire face à tous les périls et à supporter toutes les charges, nous n'attendons pourtant la réparation que du développement de l'idée de justice dans la conscience européenne. »

L'Alsace-Lorraine

Sans doute, Jaurès n'oublie pas la violation du droit de 1871, mais il en voit la réparation certaine par une politique de justice et de clarté.

La France est toute prête. Elle a conçu cette forme définitive de la démocratie qu'on appelle la République ; son esprit logique la mènera nécessairement jusqu'au bout de l'idée de justice ; enfin, elle est préparée par toute son histoire à confondre l'ampleur de la justice universelle. Que la France républicaine veuille donc ; qu'elle ait conscience de sa force, de sa grandeur, de son intérêt ; qu'elle permette à ceux de ses enfants qui ont foi en elle de dire à tous, aux indifférents et aux railleurs, toute leur espérance. Quand elle aura fait tomber ainsi toutes les géolles européennes, l'Alsace et la Lorraine s'éleveront vers elle et se retrouveront dans ses bras.

Une politique de clarté

Toujours il luttera contre les abus de la politique coloniale. Toujours aussi il stigmatisera la duplicité de notre diplomatie qu'il trouve indigne de notre République. Ce que la France doit vouloir c'est une politique de clarté.

Ce qui nous a perdus, ce qui a perdu la France à Sadova, ce n'est pas d'avoir pratiqué la politique de clarté, la politique de franchise et de simplicité que je formule à cette heure, ce qui nous a perdus, c'est, au contraire d'avoir eu une politique de clarté et d'ambiguïté. Au moment où s'accomplissait l'unité allemande, l'Empire n'a pas su s'y opposer, il n'a pas eu le courage de s'y opposer, il n'a pas eu le courage de l'accepter. Il n'a pas combattu pour l'empêcher, mais il a boudé, il a morri des arrières-pensées, il a suggéré à l'Allemagne la France n'acceptait pas l'unité allemande, et c'est pour avoir eu une politique équivoque, ambiguë, menteuse, qui donnait des craintes et des espérances illusoires, que l'Empire a mené la France aux abîmes. Moi, je veux que la France dise :

« Voilà ce que je suis : un pays fier, un pays indépendant, un pays qui ne se laissera pas occire, violemment, mais un pays qui n'est dupe d'aucune intrigue, qui ne veut servir aucune arrière-pensée, qui ne veut pas sacrifier à une politique de revanche directement avouée la paix du monde, et qui ne veut pas non plus sacrifier cette paix du monde à des intrigues occultes et latérales ourdies par quelques capitalistes des pays voisins. »

Sur la pauvreté morale des nationalistes

Bien souvent, du haut de la tribune, il déplorait la débilite de notre diplomatie européenne. Lors des massacres d'Arménie, il ne craignit pas de la mettre en cause. Lorsque, après les incidents de Fachoda, une certaine presse poussait à la haine de l'Angleterre, et que la maladresse de nos diplomates pouvait nous conduire aux pires aventures, Jaurès jugea la situation avec beaucoup de clairvoyance :

« S'il est des fois qui révent encore d'organiser contre l'Angleterre le plus détestable coalition continentale, où nous jouerions un rôle détestable et humilié, il est sûr de nos maintenan qu'ils ne seront pas suivis. Ce qui domine toute la séance, c'est que tous les orateurs, M. Cochon comme M. Ribot, M. Desjardins comme M. Delcassé, ont proclamé qu'entre l'Angleterre et nous il n'y avait aucune question que ne puisse être amicalement résolue. Les nationalistes n'ont pas osé porter à la tribune leur politique si odieusement et si sottement provocatrice. M. de Mahy soulageait bien son âme bilingue par quelques interruptions, mais la politique « anti-anglaise » de quelques colossaux enragés et de quelques nationalistes sans vergogne est restée attachée à son banc. Les nationalistes diront-ils qu'ils ont gardé le silence pour ne pas créer le moindre risque de conflit ? A la bonne heure, et qui confirmera la paix, nous le déclarer de cette heureuse inconscience. Mais qu'est-ce donc qu'une politique qui, à l'heure décisive, n'ose plus elle-même se formuler ? Quoi, les grands « patriotes » écrivent tous les jours, en style épique, que la France est livrée à l'Angleterre, qu'il y a chez nous un parti anglais. Et quand le moment est venu de parler haut et clair à la tribune, de dénoncer le prétendu complot et la prétendue trahison, les émergences reculent devant la responsabilité de leur propre folie ! Et ils se taisent soudain, après avoir hurlé : Quelle misère d'esprit ! Et quelle pauvreté morale ! »

Une conscience à l'Europe

Toujours, par la suite, il essaya de protester lorsque notre diplomatie pratiquait une politique qu'il jugeait contraire à notre désir de justice et de liberté.

Dans les périodes de tension il fut l'apôtre du calme. Il se plaignait durant la conférence de Bucarest de l'absence de sincérité générale. « Il manque une conscience à l'Europe, écrivait-il. »

Il aurait voulu que la France entraînant l'Europe entière dans une politique nouvelle digne de son histoire, digne de ses aspirations.

En réalité, il faut revenir à la politique extérieure de la Révolution française, l'entends à sa politique du début, avant les brigandages de Belgique et les campagnes de Bonaparte. C'est par le droit et l'idée du droit que nous reprendrons en Europe notre place. Avec de la patience, et cette clairvoyance de l'avenir qui, pour un grand peuple, s'appelle espérance, nous verrons cette France chose d'histoire de la patrie française dans la démocratie européenne.

Le Bonnet Rouge

est le seul grand journal républicain du soir.

L'idée d'unité dans l'œuvre de Jaurès

C'est à l'unité qu'aspirent surtout l'intelligence de Jaurès. Il avait écrit dans *La réalité du monde sensible* :

« Le besoin de l'unité est un des plus nobles de l'esprit humain. »

Et ce n'est pas seulement aux spéculations métaphysiques qu'il restreignit cette unité. Son action politique tout entière porte l'empreinte de ce principe, et il est facile de le prouver.

On sait quelles divergences existaient entre les conceptions guesdistes et les conceptions jauréssistes. Et cependant, Jaurès comprit la nécessité de l'union des socialistes. Il sacrifia certains points de sa doctrine à la cohésion du prolétariat, qu'il jugeait indispensable.

En d'autres circonstances, il estima l'union des républicains nécessaire. Ainsi fut inaugurée la politique du bloc si féconde en résultats démocratiques.

Mais la France pouvait être l'objet d'une agression. Mieux que personne, il avait prévu la possibilité d'une guerre qu'il voulait à tout prix éviter, et, dans le péril, il désirait l'union des Français contre l'agresseur. Il voulait que la Nation armée se dressât tout entière pour assurer l'intégrité du territoire.

Cependant, son patriotisme n'était pas un patriotisme étroit. Pour lui, la Patrie rentrait dans le grand cadre humain de l'Internationale. Il aurait sans doute voulu, comme Michelet, « que la France déclarât la Paix au monde. »

Unité socialiste contre les forces capitalistes, unité républicaine contre les forces de réaction, unité nationale contre les forces d'agression internationale, harmonie des patries dans l'Internationale, action politique ou se reflète ce besoin d'unité qui fut à la base même de la pensée de Jaurès.

Jaurès et l'unité socialiste

Il serait facile de montrer quels efforts dépensa Jaurès pour réaliser et pour maintenir l'unité socialiste : sa tentative de 1899 que ne couronna pas le succès, sa soumission en 1904 aux décisions d'Amsterdam ; ses concessions multiples de 1904 à 1914 pour maintenir intacte l'unité du Parti.

«...Voici l'œuvre immédiate qui s'impose à nous, disait-il. Il faut d'abord préparer l'unité du parti socialiste français. Il ne s'agit point d'une unité despotique et morte ; les diverses organisations socialistes peuvent et doivent subsister, mais il faut qu'elles puissent toujours se concerter et délibérer cordialement pour l'action commune ? En fait, ce résultat est beaucoup plus près d'être atteint que ne l'imaginent nos ennemis. Tous, collectivistes ou communistes, ont le même idéal social. Il est vrai qu'il se produit des divergences sur la tactique, sur les méthodes de combat. Mais elles ne sont pas irréductibles, et, d'ailleurs, est-ce que, tout récemment encore, le Parti socialiste belge, malgré les tendances contraires de ceux qui acceptaient les alliances électorales avec les radicaux démocrates et de ceux qui les repoussaient, ne nous a pas donné l'admirable exemple de sa concorde, de son esprit vraiment fraternel ? De même, il importe que parmi nous les uns croient davantage à l'efficacité du suffrage universel, les autres à la nécessité de l'action révolutionnaire ! Il n'est personne parmi nous qui se refuse à la bataille électorale et il n'est personne qui entende barrer la route aux pensées imprévues de l'histoire et enfermer le socialisme dans l'urne du scrutin ? La substitution de la propriété sociale à la propriété capitaliste est une révolution économique trop profonde, elle met en jeu trop de passions contraires, trop d'espérances et trop de craintes pour qu'il soit permis à personne de tracer d'avance avec certitude la route par où passera le prolétariat. L'essentiel, c'est que chacun soit résolu à tirer parti de toutes ses forces, politiques et économiques, qui peuvent préparer l'ordre nouveau. L'essentiel est que nul ne se grise de sa propre action ; tous ceux qui travaillent à l'organisation économique, tous ceux qui fondent, gèrent, développent des syndicats ou des coopératives, tous ceux qui répondent à l'appel des travailleurs en lutte, tous ceux qui arrachent au capital un lambeau du pouvoir municipal et du pouvoir législatif, tous ceux qui dans la bataille parlementaire portent

LA CULTURE DE JAURÈS

Une puissance de travail extrême, une mémoire prodigieuse s'ajoutant à sa haute intelligence, permirent à Jaurès d'atteindre cette culture qui surprenait toujours ses auditeurs.

Les Grecs et les Latins étaient restés pour lui des personnages familiers. Il pouvait en parler naturellement, sans songer à faire étalage de ses connaissances.

Est-il besoin de dire que les connaissances linguistiques ne nuisaient chez lui en aucune sorte à ses connaissances des grands auteurs contemporains ?

Mais Jaurès n'avait pas une culture exclusivement littéraire, le mouvement scientifique l'intéressait au plus haut point, et son ami, M. Milhaud, l'éminent professeur à la Sorbonne, pourrait nous dire combien les progrès de la science le passionnaient.

Les sciences sociales l'avaient naturellement attiré de fort bonne heure ; la thèse latine : « De primis socialismi Kant, Fichte, Hegel », qui nous fait remonter aux origines du socialisme allemand, en est une preuve.

Il ne se borna pas à étudier l'histoire des précurseurs et des maîtres du socialisme ; dans « l'histoire socialiste », par exemple, il sut traiter avec originalité l'histoire de la Révolution française.

Le chef du parti n'avait pas voulu se contenter de la doctrine marxiste. Tout en reconnaissant la grande place qu'elle doit occuper dans l'évolution sociale, il estimait que le socialisme français devait s'inspirer aussi de notre école révolutionnaire ; l'historien comprit le matérialisme historique, il crut à son exactitude, mais il ne le trouva pas capable de tout expliquer.

Jean Jaurès et la diffamation orléaniste

Comme tous les grands démocrates, et plus qu'aucun des autres, parce que, de tous, il était le plus puissant, celui dont les syllogismes passionnés et le lyrisme raisonneur obtenaient le plus d'adhésions enthousiastes et réticentes, Jean Jaurès eut à subir l'assaut foudroyant des calomnies réactionnaires et notamment, — bloc d'exécration dans un flot de boue, — des diffamations orléanistes.

On sait quel fut l'effet de ces insinuations, perfides qui tendaient à faire passer pour un ennemi de la France, l'homme dont le talent, si purement français tout en étant largement humain, servait la défense nationale autant qu'il illustra le pays ; un jour, ces calomnies tombèrent dans le cerveau d'un malade ; elles y prirent racine, s'y développèrent.

Pour calomnier Jean Jaurès, vivant et solide, obstacle qui se dressait en face de leurs desseins criminels, comme manœuvrant pour emprisonner sa pensée qui rayonne, les agents de Philippe d'Orléans, gens à l'imagination indigente, même quand il s'agit d'outrager, s'accrochèrent pour fouiller sans dégoût dans l'œuvre polémique de deux renégats du socialisme.

C'est à des gens qui prétendaient connaître Jean Jaurès, parce qu'ils avaient fait le simulacre de combattre dans son armée, c'est à un dreyfusard apostat que les Daudet et les Maurras allèrent demander de quoi abattre l'homme qui, debout, empêchait la monarchie orléaniste de se dresser en réalité politique, de cesser un jour de n'être qu'un rêve maladif, la trouble

imagination de cerveaux infirmes et fatigués. Les calomnies empoisonnées qu'ils devaient passer à l'assassin, les orléanistes les tenaient de deux traitres : M. Urbain Gohier et M. Georges Sorel.

M. Sorel et M. Gohier sont, l'un et l'autre, des solitaires. Ce qu'ils croient savoir de l'humanité, ce n'est pas l'observation directe des hommes qui le leur enseigna. Persuadés, sans doute, qu'ils inspireraient à leurs contemporains de la réputation et du dégoût, M. Sorel et M. Gohier ne se sont pas mêlés à la foule pour connaître l'âme humaine.

Jugeant donc Jean Jaurès, comme tous leurs contemporains, à l'image que leur propre personne leur fournissait de l'humanité, MM. Sorel et Gohier s'imaginèrent le pur et généreux apôtre de la démocratie comme un politicien ambitieux et cupide. Et c'est sous ces traits, empruntés aux réflexions sur la violence, de M. Georges Sorel et à l'histoire d'une trahison, de M. Urbain Gohier (ce dernier livre n'est pas une autobiographie), que les néo-royalistes écrivains dont on peut apprécier, par cet exemple, l'originalité et le savoir, représentèrent Jean Jaurès.

Jaurès, suivant M. Sorel, janin du peuple révolutionnaire pour effrayer les classes dirigeantes et tirer d'elles des avantages personnels. Selon qu'il avait à se féliciter, ou à se plaindre, de ces classes riches, il invitait le prolétariat socialiste à rester calme ou à s'insurger.

La psychologie de M. Urbain Gohier est aussi misérable. Elle tient dans ces lignes odieuses et folles, lignes qu'en ces jours où la démocratie honore la mémoire du martyr, il faut reproduire pour faire rougir le malheureux qui les signa :

« M. Jaurès était le charlatan le plus verbeux, le plus inconsistant, le plus effronté que le Midi eût depuis longtemps lâché sur la capitale. Couard, ondoyant et menteur comme une fille, il inondait les assemblées et les meetings de son interminable éloquence... Toujours enflammé dans l'action oratoire, toujours cauteleux et potrota dans l'action sans épithète, il unissait des adresses vulgaires à l'orgueil le plus démesuré... »

Mais M. Georges Sorel n'eut jamais d'autre lecteur, comme d'autre inspirateur, que M. Georges Sorel. Quant à M. Urbain Gohier, à qui la Réaction pensait pouvoir confier le rôle peu convoité que tint Henri Rochefort, le public le voulait point le suivre, et sa mésaventure montra, que même pour des gens abêtis par la superstition, le fanatisme et l'ignorance, le cynisme ne tient pas lieu de talent et l'apostasie ne suffit pas à assurer le succès.

On dut renouveler l'équipe et congédier les bonisaires trop décriés. Les gens et les groupes dont les bas intérêts particuliers et les viles ambitions exigent, après la disparition de Jean Jaurès, l'aneantissement de son influence, embauchèrent d'autres aboyeurs. Mais les nouveaux venus, MM. Léon Daudet et Charles Maurras, n'ont rien ajouté à l'œuvre mauvaise pour gagner leur salaire, ils ne font que répéter, en

forçant à peine les épithètes grossières, et en semant les phrases de quelques incertains supplémentaires, la leçon qu'ils ont apprise de MM. Gohier et Sorel et que ceux-ci ne tenaient que d'eux-mêmes, ne connaissant d'injure pure, pour accabler un adversaire, que de l'assimiler à leur propre personne.

Jean Jaurès n'ignorait point le haïssable et repugnant effort de ses diffamateurs. Il connaissait le nouveau royalisme, comme il connaissait tous les mouvements politiques, même les plus inconsistants. Il le montra en citant un jour, à la tribune du Palais-Bourbon, la thèse, encore inconnue, de M. Lasserre sur le romantisme. Mais il montra surtout qu'il connaissait bien ces gens-là en refusant obstinément de répondre à leurs attaques ou de discuter leurs critiques, estimant avec raison qu'ils n'étaient, ni par leur caractère, ni par leur importance, dignes d'occuper sa pensée ou de retenir son attention.

Il les méprisait d'un mépris souriant et presque indolent, du sourire que l'on a devant certains marivaux dont la folie, point encore caractérisée, ne paraît pas devoir devenir jamais dangereuse... hélas !... Georges Claret.

Pages à relire

La Meilleure des Sauvegardes

EN DEHORS DES COMPÉTITIONS MISÉRABLES

L'heure est venue de lutter à fond contre l'esprit détestable de cette politique internationale ; l'heure est venue de modérer partout les convoitises, de renoncer aux conquêtes territoriales, de conclure avec tous les peuples, dans tous les continents, des ententes économiques pour régler tout conflit par la sagesse et par l'équité.

L'heure est venue pour la France de n'avoir dans le monde d'autre cliente que la justice et voyez quelle serait sa force le jour où, au lieu de prendre parti dans ces compétitions misérables, sans autre règle que la variation de l'égoïsme, elle apporterait aux peuples surmenés, aux peuples souffrants, aux peuples qu'épuise la guerre ou le peur de la guerre, des principes de droit et d'équité, cherchant ainsi à modérer les appétits et donnant elle-même l'exemple de la modération.

Ce jour-là elle cueillerait au plus profond du cœur des peuples une fleur de sympathie sacrée qui serait pour elle, dans tous les hasards de l'avenir, la meilleure des sauvegardes.

(Conférence faite par Jaurès à Linoges le 24 octobre 1913.)

Responsabilités

UNE POLITIQUE NEFASTE (1)

Qu'avons-nous vu ? Une série de violations de la foi publique, les traités ostensibles minés par des traités secrets, les en-

(1) Compte rendu, d'après le Journal Officiel, des séances de la Chambre des 19 et 20 décembre 1911.

gagements internationaux violés ou bafoués, la Bosnie et Herzégovine confisquées, annexées au mépris d'un traité international, l'acte d'Algésiras violé, l'Italie se jetant sur la Tripolitaine en pleine paix. (Applaudissements à l'extrême gauche.) Ah ! je sais bien qu'elle est couverte ; je sais que dans les tractations mystérieuses de 1900 on lui avait dit tout bas, à l'oreille : « Entendons-nous, non pas pour que l'amitié des peuples de sang latin soit pour le monde une force de modération, de lumière et de paix ; non, entendons-nous : vous, vous ne laissez prendre le Maroc qui n'est ni à vous ni à moi ; moi, je vous laisserai prendre la Tripolitaine qui appartient à l'empire turc, avec lequel je fais, d'ailleurs, profession d'être en relations parfaitement correctes et cordiales. » (Mouvements divers.)

L'Italie a été couverte ; et quand elle a vu que vous marchiez sur Fez, quand elle a vu que l'Espagne, s'éveillant à ce signal de conquête, entraînait en ligne à son tour, elle a dit : « L'heure est venue. » Et, en effet, dans ce système-là, une nation est dupe quand elle ne se permet pas le même nombre de violations du droit que les autres nations. (Applaudissements à l'extrême gauche.)

Voilà maintenant la morale internationale, et ce que je déplore toujours, quels que puissent être les avantages matériels qu'on nous apporte, et même s'ils étaient plus certains que ceux que vous offrez, ce que je déplore pour la France qui est restée, vous m'entendez, une grande puissance matérielle par sa force de production... M. le Président du Conseil. — Et morale.

Jaurès. — C'est ce que je vais dire, Monsieur le Président du Conseil. « Ce que je déplore pour la France qui est restée, certes, une grande puissance matérielle, qui n'est pas ce prophète déshérité qui parlait le patriote italien, qui serait capable, par sa force de production et par sa force de courage de faire respecter son indépendance et son intégrité, qui ! grande puissance matérielle et force, mais aussi, dans l'histoire, dans le monde, dans le souvenir des peuples qui naissent à la liberté, grande force de noblesse morale, eh bien, ce que je regrette, c'est qu'elle aitourné sa part d'initiative, sa part d'initiative dans ces violations universelles de la foi jurée dans cet abaissement de la signature et de la loyauté internationales. (Vives réclamations à gauche. Applaudissements à l'extrême-gauche. Bruit.)

M. le Président. — Monsieur Jaurès, je vous rappelle à l'ordre.

M. le Président du Conseil. — Monsieur le Président, je demande la permission...

M. le Président. — J'ai rappelé M. Jaurès à l'ordre. Il n'est pas permis de parler ainsi. (Applaudissements à gauche.)

M. Georges Bonnet. — Vous vous réconciliez au moment du vote. Nous voterons avec vous.

M. Jaurès. — Je connais bien des exemples de ces indignations patriotiques ; elles ont toujours illustré les partis qui perdent la patrie. (Vives réclamations à gauche et sur plusieurs bancs au centre et à droite. Applaudissements à l'extrême gauche. Bruit. Vive agitation. Un certain nombre de députés quittent leurs bancs et descendent dans l'hémicycle.)

M. le Président. — M. Jaurès, vous ne pouvez pas porter de telles accusations. Je vous rappelle à l'ordre avec inscription au procès-verbal. (Applaudissements.)

M. Jules Delahaye. — Vous avez raison, Monsieur Jaurès, c'est la vérité.

M. Tournade. — Ne vous indignez pas tant, vous voterez le traité.

M. Charles Daniélou, s'adressant à l'extrême gauche. — Nous sommes d'accord avec vous.

Jaurès. — Messieurs, il fut un temps où c'était l'honneur des plus illustres républicains de ceux qui, dans la période qui a précédé 1848, ont fondé notre grand parti, de dénoncer à la tribune de la Chambre tous les attentats commis dans le monde entier contre les nations.

La Guerre et le Socialisme

« NOUS NE VOULONS PAS JOUER À CE JEU DE HASARD BARBARE »

Nous n'avons pas, nous, socialistes, la peur de la guerre. Si elle éclate, nous saurons regarder les événements en face, pour les faire tourner de notre côté à l'indépendance des nations, à la liberté des peuples, à l'affranchissement des prolétaires. Si nous avons horreur de la guerre, ce n'est point par un sentimentalisme débile et éternelle condition nécessaire d'un grand progrès humain, quand, par elles, les opprimés et les exploités se relèvent et se libèrent. Mais maintenant, dans l'Europe d'aujourd'hui, ce n'est pas par les voies de la guerre internationale que l'œuvre de la liberté et de justice s'accomplira et que les griefs de peuple à peuple seront redressés. Certes, depuis cent cinquante ans, bien des violences internationales ont été commises en Europe, dont les meurtrissures subsistent encore en des millions de consciences, dont les conséquences pèsent lourdement sur l'Europe et sur le monde. Mais c'est par la croissance de la démocratie et du socialisme, et par là seulement, que ces souffrances seront apaisées, que ces problèmes douloureux seront résolus. La démocratie fait du consentement des personnes humaines la règle du droit international. Le socialisme veut organiser la collectivité humaine, mais ce n'est pas une organisation de contrainte ; et sous la loi générale de justice et d'harmonie qui prévient toute tentative d'exploitation, il laissera aux nations la libre disposition d'elles-mêmes dans l'humanité, comme aux individus la libre disposition d'eux-mêmes dans la nation. Or, dans la paix, la croissance de la démocratie et du socialisme est certaine. D'une guerre européenne dirigée par la Révolution, et les classes sociales feront bien d'y songer ; mais il en peut sortir aussi, pour une longue période, des crises de contre-révolution, de réaction furieuse, de nationalisme exaspéré, de dictature étouffante, de militarisme monstrueux, une longue chaîne de violences rétrogrades et de haïnes basses, de représailles et de servitudes. Et nous, nous ne voulons pas jouer à ce jeu de hasard barbare, nous ne voulons pas exposer sur ce coup de dés sanglants la certitude d'émancipation progressive des prolétaires, la certitude de juste autonomie que réserve à tous les peuples, à tous les fragments de peuples au-dessus des partages et des démembrements, la pleine victoire de la démocratie socialiste européenne. — Jean Jaurès, Berlin, 1905.

Tous les Sports

Nouvelles et Potins

TAISEZ-VOUS ! SACHEZ QUE...

Si Guynemer, Navarre, Chaput, Nungesser peuvent, parmi nos pilotes de guerre, passer pour les records des avions ennemis abattus, il en est d'autres dont les prouesses n'en sont pas moins aussi utiles, quoique plus ignorées du public.

Et cependant les langues vont leur train. — Que fait donc X... ? — Que fait Y... ? — On ne parle jamais d'eux ! Ce qu'ils font ?

Du travail. Et du bon. L'exemple que voici est choisi entre mille. Il intéressera d'autant plus que le héros n'est autre que notre grand champion Georges Carpentier.

Notre populaire boxeur, après avoir passé avec succès son brevet de pilote, fut envoyé sur le front, où il obtint rapidement la Croix de guerre.

Depuis deux mois, il fait partie de l'escadron X... qui opère à V... où la bataille fut rage, et à la plus d'heures de vol de son escadron, malgré un mauvais temps persistant.

Pendant les fameuses attaques de Fl... Carpentier survola l'ennemi à 200 mètres de près et revint avec 5 balles dans son appareil, près de la carlingue.

Un autre jour, il vola pendant six heures, effectuant 8 réglages. Enfin, le 25 juillet, Carpentier descendit à 600 mètres au-dessus des lignes allemandes et revint avec son hélice cassée par une balle de fusil et plusieurs projectiles dans ses plans.

Ces prouesses, dignes du passé de l'excellent pugiliste, sont, est-il nécessaire de le dire, sur le point d'être récompensées, et bientôt nous apprendrons que Carpentier... Chut ! la Censure !...

FRANCE ET ITALIE

Au début de la guerre, comme beaucoup de sportifs, il s'engagea pour servir la France.

Italien de naissance, il n'hésita pas au seuil instant à faire partie de cette fameuse légion garibaldienne qui se distingua si héroïquement en Argonne. En plein assaut, ce fut à ses côtés que tomba Constante Garibaldi, et ce fut lui-même qui vint apprendre la triste nouvelle à son frère, le colonel Peppino Garibaldi. Enfin, à son tour, tombait, touché grièvement par des éclats d'obus à la cuisse et au pied.

Réformé à la suite de ces blessures, il vient d'être appelé par la mobilisation italienne. Et Ippia, — car c'est lui, — jeune coureur cycliste, champion d'avenir, gagnant du dernier Paris-Breux, est parti rejoindre son corps en Italie, avec l'intention de s'y consacrer aussi bravement qu'il le fit en notre pays.

De nombreux amis étaient venus à la gare serrer la main à ce jeune sportif qui part, dit à juste titre, qu'il a maintenant deux patries.

Le Bonnet Rouge publie

tous les jours les convocations et les communiqués des groupements sportifs tous les samedis les programmes de « Dimanche sportif » tous les dimanches les premiers résultats des épreuves sportives tous les lundis les résultats complets des épreuves de la veille

POUR LES CYCLISTES MILITAIRES

L'Union vélocipédique de France, agissant comme fédération de préparation au cyclisme militaire, agréée par le ministre de la guerre, a ouvert une souscription afin d'offrir une médaille commémorative à tous ceux qui ont été cités à l'ordre du jour au titre cycliste.

La médaille que leur offrira l'U. V. F. en souvenir de leurs exploits, pourra se porter comme broche.

Le concours de médailles-broches auquel ne peuvent prendre part que les militaires sur le front, sera clos le 1er août 1916. L'U. V. F. attribue à ce concours les prix suivants : à l'esquisse, prime de 100 fr. ; au second 100 fr. ; au troisième 50 fr.

Il est bien entendu que, pour avoir droit à cette médaille, il faut être cité à l'ordre du jour au titre cycliste. Cette indication est suffisante pour inspirer les artistes du front.

Les projets doivent être envoyés, avec la justification de présence au front des artistes, au bureau militaire de l'U. V. F., 24, boulevard Poissonnière, à Paris.

Avez-vous besoin d'un renseignement ?

Vous pouvez le demander au « BONNET ROUGE » Il est répondu à toutes les lettres, soit par courrier, soit dans le journal sous les rubriques RÉPONSE AU LECTEUR ET TRIBUNE DES LOCATAIRES

Une permanence est établie les mardi et vendredi, de 3 h. 1/2 à 5 heures, à la rédaction du « BONNET ROUGE » 142, rue Montmartre, Paris.

Réponses au lecteur

A. M. 22. — Il est malheureusement impossible de rien faire autrement que par la voie hiérarchique, c'est-à-dire qu'il vous faut faire une demande à votre chef de corps.

Un ami du « Bonnet ». — Venez nous voir. Il nous est impossible de vous répondre par la voie du journal.

V. P. — Cette situation n'est pas encore tout à fait réglée, mais il est certain qu'à la fin de la guerre on libérera tous les soldats dans votre cas.

E. M. R. Montreuil. — Vous pouvez faire une demande. Mais comme elle sera laissée à l'appréciation des commissions, il est peu probable que vous obteniez un résultat.

Arthritiques

vous êtes menacés... Goutte, Rhumatismes, Gravelle, Maux de reins, Diabète, Albuminurie.

« de ces différentes maladies on ne débarrasse votre organisme de l'acide urique. Buvez donc à chaque repas de l'eau minéralisée avec des Lithinés du Dr Gustin qui dissolvent et éliminent ce poison en lavant les reins. »

fr. 20 la boîte de 12 paquets faisant 12 litres d'eau minérale. Dans toutes les bonnes pharmacies. Dépôt gén. 111, r. Mont-Cenis, Paris.

GRAND CONCOURS DES LOIS SOCIALES

Organisé par « Le Bonnet Rouge »

SIMPLE, INTÉRESSANT, FACILE

A LA PORTÉE DE TOUS

OBJET DU CONCOURS

Dès la prochaine rentrée des Chambres, le Parlement aura à se prononcer sur un ensemble de Lois d'un caractère nettement social.

Le BONNET ROUGE a pensé qu'il serait intéressant et utile de connaître, dès maintenant, le sentiment du public sur ces questions d'intérêt général. C'est en vue de cette consultation qu'il organise le

Grand Concours des Lois Sociales

DOTÉ DE

Table with 2 columns: Prize amount and value. 1 PRIX de 1.000 fr. 1.000 FR. 2 PRIX de 500 fr. 1.000 FR. 5 PRIX de 100 fr. 500 FR. 10 PRIX de 50 fr. 500 FR. 50 PRIX de 20 fr. 1.000 FR. 100 PRIX de 10 fr. 1.000 FR.

soit 168 prix du montant total de... 5.000 francs

« LE COLIS DU SOLDAT » dont 300 COLIS pour nos Soldats renfermera des objets utiles et des produits alimentaires, notamment des conserves, des confitures, du chocolat, des articles de fumeurs, de la papeterie, des accessoires de toilette, etc. Nous expédierons ces colis aux militaires que voudront bien nous désigner les lauréats du concours.

Pour Concourir :

Dans quelques jours le BONNET ROUGE présentera dans ses colonnes un certain nombre de Lois Sociales dont il donnera une courte description. Il suffira pour concourir de répondre à cette question :

Quelles sont les dix Lois Sociales prises dans la liste du BONNET ROUGE que vous voudriez voir voter le plus rapidement par les Chambres ?

LES PRIX seront attribués dans l'ordre aux lecteurs qui se seront le plus rapprochés des Lois ayant obtenu le plus grand nombre de suffrages.

Pour tous les renseignements sur ce concours, il est indispensable de

Lire tous les jours « Le Bonnet Rouge »